

**DOCUMENTI  
IAI**

**L'EVOLUTION EN MEDITERRANEE  
OCCIDENTALE:  
UN POINT DE VUE ITALIEN**

*par Roberto Aliboni*

Nota presentata al convegno "L'évolution des politiques de défense des pays du Maghreb au regard des modifications internationales et des crises récentes", organizzato dalla Fondazione méditerranéenne des études stratégiques Tolone 5-6 maggio 1993

IAI9308

**ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI**

L'EVOLUTION EN MEDITERRANEE OCCIDENTALE :  
UN POINT DE VUE ITALIEN

*par Roberto Aliboni*

Istituto Affari Internazionali, Rome

La récente évolution de la Méditerranée occidentale se caractérise par des tendances à l'éclatement, qui mettent en lumière un cadre d'ensemble bien différent par rapport aux tendances à l'intégration qui semblaient devoir prévaloir jusqu'au début des années 1990. La Tunisie et le Maroc jouissent d'une certaine stabilité politique ainsi que d'une bonne marche économique. La Libye, isolée sur le plan international en raison des sanctions, présente les symptômes d'une crise de régime et d'un certain malaise économique. L'Algérie, quant à elle, apparaît prisonnière d'une grave crise politique dont l'issue est difficile à prévoir.

\*\*\*

La crise libyenne et algérienne a bloqué les solidarités nées dans le Maghreb et la Méditerranée Occidentale dans la moitié des années 1980 : l'Union du Maghreb Arabe (UAM) et le Groupe des Cinq + Cinq.

Ce qui semblait un développement prometteur de coopération multilatérale s'est vu par conséquent réduit à de simples rapports bilatéraux. Toutefois, la Communauté Européenne devrait favoriser une plus ample coopération. En Juin 1992, Le Conseil Européen de Lisbonne a émis une «Déclaration sur la coopération avec les pays du Maghreb» et l'UEO a décidé à Petersberg d'engager un «dialogue» avec ces pays.

Le déclin de la coopération multilatérale du côté de la Méditerranée occidentale touche également les projets de coopération multilatérale étendue à toute la Méditerranée. En effet, l'initiative italo-espagnole d'une CSCM (Conférence sur la sécurité et la coopération dans la Méditerranée) a pris fin avec la sortie de scène du Ministre De Michelis.

Le cadre actuel de la Méditerranée est dominé par une division entre le bassin oriental et occidental. Au Moyen-Orient et sous la direction des USA, la négociation arabo-israélienne, à laquelle se rapportent d'importants aspects multilatéraux, est en cours. Dans la Méditerranée Occidentale une certaine responsabilité européenne et communautaire semble émerger dans un cadre de coopération bien moins structuré et défini que le cadre oriental.

En accord avec la France et l'Espagne, le Gouvernement égyptien a relancé récemment l'idée d'un Forum Méditerranéen, probablement dans le seul but d'encourager un soutien européen utile au succès des négociations arabo-israéliennes.

\*\*\*

Les crises majeures du Maghreb, de l'Algérie et de la Libye, ne semblent pas résolubles à court terme. D'autre part, la coopération multilatérale s'est fortement affaiblie dans le Maghreb, comme dans l'ensemble de la Méditerranée occidentale.

De plus, la politique de coopération avec ces pays devient de plus en plus problématique, car les oppositions existantes remettent largement en question le rapport avec l'Occident. Aussi, le soutien occidental aux régimes peut, d'un côté,

contribuer ironiquement à les affaiblir, de l'autre, il n'est certes pas à exclure qu'il soit objectivement un facteur de retard dans la libéralisation et la démocratisation des pays de la région. Pour mener une politique dans le Maghreb il est donc nécessaire de combiner à la fois l'intérêt et l'indifférence : une telle combinaison sera très difficile à réaliser.

Toutefois, il faut souligner que la Communauté et ses membres devront évidemment répondre à cet important défi. Ceux-ci endossent en effet une responsabilité particulière à leur égard.

\*\*\*

Le Gouvernement italien a accompli ces dernières années des efforts constants et cohérents envers l'Afrique du Nord, au niveau diplomatique comme au niveau économique, désirant renforcer la présence de l'Italie dans la Méditerranée.

Mais vers l'Orient, ces efforts se trouvent freinés au niveau politique en raison du commandement pris par les américains dans cette région (avec le consentement des alliés) dans le cadre des négociations arabo-israéliennes et de l'action de tutelage de l'ONU vis-à-vis de l'Irak. Une telle limitation n'empêche toutefois pas le maintien voire même la multiplication des efforts de collaboration économique en vue d'une issue positive des négociations arabo-israéliennes.

Ces efforts devraient être appuyés en Occident car les alliances atlantiques et européennes partagent la même volonté d'accroître la responsabilité des Etats européens et de la Communauté à l'égard du Maghreb et de l'UMA. Mais des obstacles surgissent ici aussi : la crise lybienne empêche tout développement de collaboration avec ce pays et se répercute négativement sur l'UMA. Enfin, la crise algérienne pèse également sur la région.

L'Italie se trouve donc confrontée à d'importantes limitations externes dans la continuation et le renforcement de ses rapports avec l'Afrique du Nord ; mais également à des limitations internes, car la crise politique et institutionnelle qui touche le pays affaiblit naturellement sa politique étrangère. En outre, la crise économique de l'Italie l'obligera à freiner sa politique de coopération pour le développement, qui était le pivot de la croissance de la présence italienne en Afrique du Nord à partir des années 1980.

Par conséquent, la politique italienne sera contrainte d'affronter une période de réorientation difficile par rapport à une région qu'elle avait privilégiée dans les années 80.